

La Creuse livrera sa bataille du rail

L'Association des maires et adjoints de Creuse s'oppose à la ligne LGV entre Limoges et Poitiers. Pour mieux défendre La Souterraine et le POLLT et au nom de la survie du département.

Philippe Bonin

philippe.bonin@centrefrance.com

« Les intérêts de Limoges ne peuvent pas se bâtir sur les décombres de la Creuse ».

Entre la Haute-Vienne, qui milite en faveur de la construction d'une ligne à grande vitesse (LGV) Poitiers-Limoges et la Creuse, qui se bat pour sauver la ligne POLLT (Paris-Orléans-La Souterraine-Limoges-Toulouse), la crise couvait depuis des mois.

Depuis hier, elle a finalement éclaté au grand jour avec une prise de position sans ambiguïté du conseil d'administration de l'Association des maires et adjoints de Creuse (Amac) : désormais, les élus creusois, toutes tendances politiques confondues, s'opposent à la construction du barreau de la LGV à laquelle ils se déclareraient pourtant favorables, « à condition que la ligne POLLT soit modernisée ».



ÉLUS. Michel Moine, maire d'Aubusson, Michel Vergnier député-maire de Guéret et Jean-Jacques Lozach, président du Conseil général (de gauche à droite). Tous socialistes, tous opposés à la LGV. PHOTO BRUNO BARLIER

Or, un récent courrier de la direction des infrastructures des transports adressé aux élus du comité des financeurs de la LGV indique que le nombre quotidien d'allers-retours entre Paris et Toulouse serait ramené de onze à quatre afin d'asseoir la rentabilité du barreau Poitiers-Limoges. Ce qui signifierait la chronique de la mort annoncée de cette ligne utili-

sée chaque année par 170.000 usagers avec une fréquentation en hausse de plus de 10 %. Elle a, en outre, bénéficié de 90 millions d'euros d'investissements, sans compter les 2 millions injectés dans la gare de La Souterraine.

« Inadmissible » donc pour l'Amac et son président, le député-maire socialiste de Guéret Michel

Vergnier, « sidéré ». « Dans ces conditions, les élus de la Creuse ne peuvent plus apporter la moindre caution à la LGV Poitiers-Limoges si cela doit s'effectuer au détriment de notre territoire », tempête-t-il, promettant « d'entrer en résistance », à l'image du sénateur socialiste et président du Conseil général, Jean-Jacques Lozach, qui parle d'un « déni de dé-

mocratie sur un enjeu fondamental ». « Le directeur des infrastructures demande aux financeurs des études, c'est-à-dire aux élus de la Région de prendre position avant de lancer une enquête d'utilité publique qui conduirait à l'abandon du POLLT », dénonce le président du Conseil général, tandis que le conseiller régional vert Jean-Bernard Damiens s'insurge contre « les coûts exorbitants de la LGV », soulignant l'opposition de son groupe au projet. Et l'ancien conseiller régional communiste Daniel Guerrier de se souvenir : « En 2004, Jean-Paul Denanot était contre... »

Assemblée exceptionnelle des élus creusois samedi prochain à La Souterraine, demande de rendez-vous auprès du président de Région, du PDG de la SNCF Guillaume Pepy, du ministre des Transports Frédérique Cuvillier... L'Amac promet de se battre sur tous les fronts, y compris sur le terrain en bloquant éventuellement des trains. Et appelle la population et

les zones voisines de La Souterraine à batailler avec elle, le nord de la Haute-Vienne et le sud de l'Indre.

Le Conseil régional sera-t-il ébranlé ?

La radicalisation de la position des élus creusois, notamment des socialistes jusqu'alors timorés sur le dossier, risque fort aujourd'hui d'ébranler le Conseil régional et d'en modifier les rapports de force. L'espoir des Creusois. « Maintenant, il va falloir que la Région se positionne sur l'intérêt de la LGV. Pour ma part, je souhaite que les élus creusois ne votent plus les crédits LGV », lâche Michel Vergnier, rejoint par Jean-Jacques Lozach. « Je ne doute pas que notre position suscite des débats dans tous les groupes... » Au côté de la gauche dans ce combat, la droite creusoise, représentée par Nicolas Simonnet, elle, boit du petit-lait et ne peut s'empêcher de pousser son avantage. « Nous avons toujours été contre cette LGV. C'est dommage que la Région, dirigée par la gauche, ne traite pas les départements avec la même équité ».